

Ecrit par le 3 juillet 2026

GRDF : 20 postes en alternance à pourvoir en PACA



Le gestionnaire du réseau de distribution de gaz [GRDF](#) lance sa campagne de recrutement pour la rentrée 2026. 20 alternants sont recherchés en PACA, dont un en Vaucluse.

Pour la rentrée 2026, GRDF lance sa campagne de recrutement 'Devenez la star des réseaux'. Maintenance, exploitation, ou encore innovation, GRDF recherche des profils variés issus de diverses formations et s'adresse aux personnes souhaitant participer activement à la transition énergétique. GRDF ambitionne de décarboner son activité, mais aussi d'atteindre 20% de gaz verts dans les réseaux d'ici 2030.

Ainsi, 20 postes en alternance sont à pourvoir en Provence-Alpes-Côte d'Azur. : assistant chef d'exploitation, business data analyst, technicien gaz, chargé d'étude, chargé de communication, et bien d'autres profils sont recherchés. En Vaucluse, c'est un poste de technicien gaz qui est à pourvoir.

Cliquer sur le tableau pour accéder aux offres d'emploi de GRDF :

Ecrit par le 3 juillet 2026

Départements	Type de postes
Bouches-du-Rhône (13)	Assistant chef d'exploitation Appui au Chargé de Relation Producteurs Business Data Analyst Chargé de Communication Chargé de Conduite de Poste Coordinateur Agence de Planification et de Programmation des Interventions Responsable Energie Marché d'Affaires Technicien Gaz Technicien Maintenance Spécialisée Gaz
Alpes-Maritimes (06)	Chargé d'affaires Chargé d'études Technicien Gaz
Vaucluse (84)	Technicien Gaz
Var (83)	Technicien Gaz

En 2025, plus d'un alternant sur quatre formé aux métiers techniques a poursuivi son parcours au sein de l'entreprise GRDF à l'issue de son contrat d'apprentissage. Les alternants diplômés représentent aujourd'hui plus de 15% des recrutements en CDI.



©Kevin Couliou

Investissements étrangers : le Vaucluse monte en puissance



Porté par une dynamique économique de plus en plus diversifiée, le Vaucluse confirme sa montée en attractivité auprès des investisseurs internationaux. Entre 2020 et 2025, le nombre de projets d'implantation y a été multiplié par près de trois. Cette progression s'inscrit dans un mouvement plus large qui voit la région Provence-Alpes-Côte d'Azur attirer 166 projets étrangers en 2025, représentant plus de 3 300 emplois.

Longtemps en retrait par rapport aux grandes métropoles régionales, le Vaucluse voit aujourd'hui son attractivité économique progresser de manière tangible. Selon VPA ([Vaucluse Provence attractivité](#)), l'agence de développement économique du Conseil départemental de Vaucluse, et [Rising Sud](#), l'agence

Ecrit par le 3 juillet 2026

de développement économique du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur la période 2020-2025, le nombre de projets d'investissements étrangers recensés dans le département a été multiplié par environ 2,7, traduisant une montée en puissance progressive du territoire dans les stratégies d'implantation des entreprises internationales.

Le Vaucluse s'installe progressivement sur la carte des investisseurs étrangers

Cette évolution reste marquée par des projets de taille variable. L'année 2023 constitue un point culminant, avec 419 emplois équivalent temps plein générés notamment par deux implantations majeures : [CGI](#) à Avignon et [Newcleo](#), deux projets à forte intensité d'emplois, accompagnés intensivement par VPA, qui ont fortement marqué le bilan départemental. Depuis, la tendance s'oriente vers des projets plus nombreux mais de dimension plus modeste, illustrant un élargissement progressif du tissu économique local.

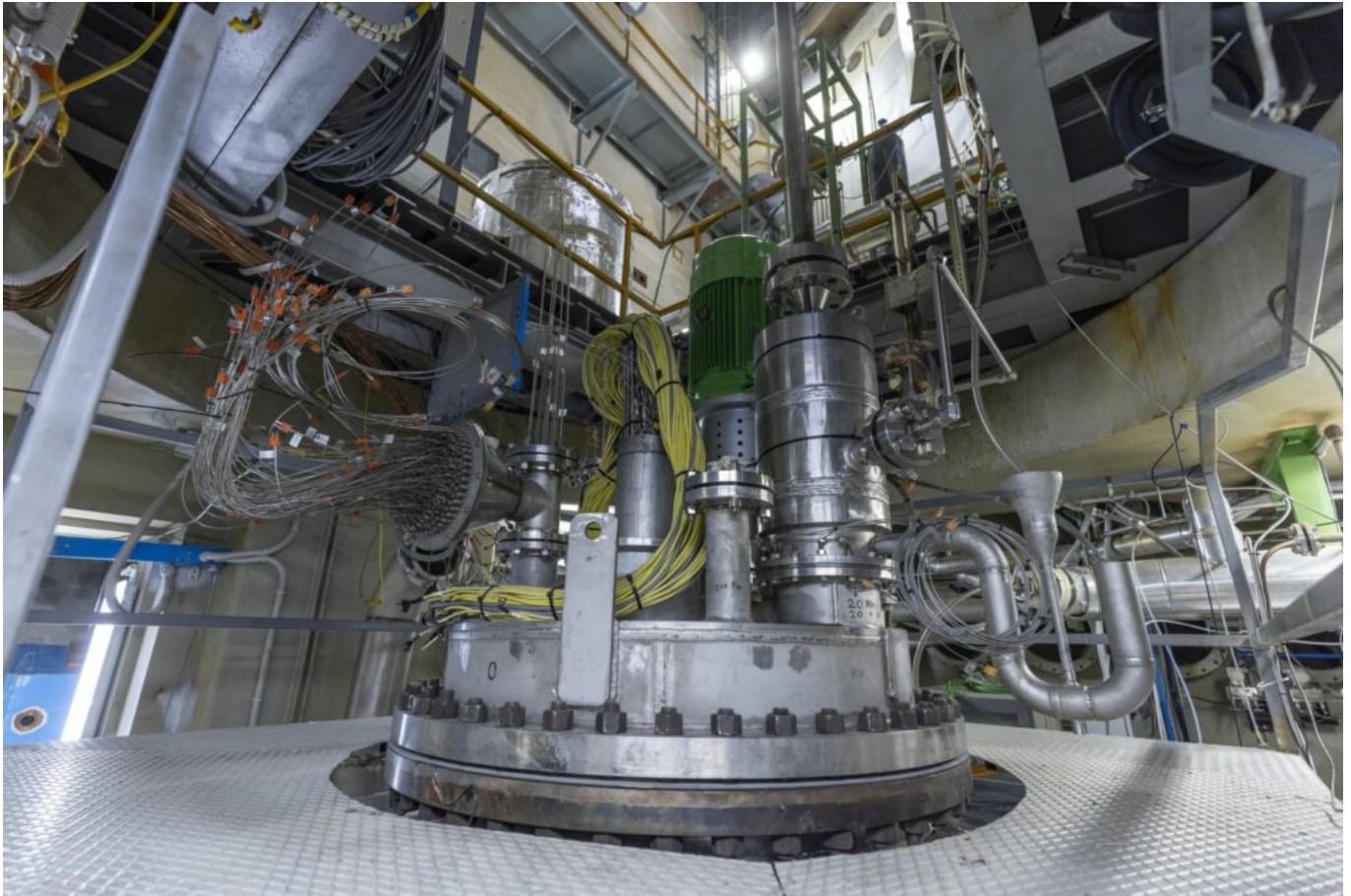
Une diversification progressive des activités

Historiquement ancré dans les activités liées au BTP et aux matériaux de construction, le Vaucluse voit désormais émerger de nouveaux secteurs d'implantation. L'année 2025 illustre cette évolution avec des projets dans l'agroalimentaire, les éco-activités ou encore les industries graphiques. Parmi les exemples récents figure l'implantation de la société canadienne [Ease Environmental](#), spécialisée dans le traitement des déchets médicaux, qui a choisi Vaison-la-Romaine pour installer un atelier industriel destiné à conquérir les marchés européens et africains. Un autre projet vauclusien accompagné avec succès par VPA.

Les pays des investisseurs

Le bilan départemental montre également une diversité croissante des investisseurs, provenant notamment des Pays-Bas, de Belgique, d'Italie, du Canada, de Tunisie ou encore du Japon, confirmant l'ouverture internationale progressive du territoire.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Copyright Newcleo LinkedIn

Une dynamique portée par l'attractivité régionale

Cette progression locale s'inscrit dans une dynamique plus large. Selon le dernier bilan publié par Business France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a accueilli 166 projets d'investissements étrangers en 2025, représentant 3 322 emplois créés ou maintenus. Dans un contexte national relativement stable : 1 878 projets recensés en France pour 47 734 emplois, la région capte près de 10% des investissements étrangers réalisés dans l'Hexagone. Plus remarquable encore, le Sud figure parmi les territoires où l'attractivité progresse le plus : +33% de projets par rapport à 2024 (ou +8% à périmètre constant) et +15,5% d'emplois.

Innovation, industrie et transition écologique

Plusieurs filières structurantes concentrent l'essentiel des investissements. La région attire notamment des projets technologiques de pointe, avec 13 implantations liées à l'intelligence artificielle et au cloud, représentant plus de 530 emplois. À Sophia-Antipolis, le groupe américain [Kyndryl](#) prévoit par exemple 300 recrutements dans le cadre de l'extension de ses activités. La santé constitue un autre secteur porteur avec 12 investissements, tandis que 36 projets s'inscrivent dans les objectifs du Plan climat régional, notamment dans les domaines de la décarbonation industrielle ou du recyclage.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Une porte d'entrée vers l'Europe

La région Sud confirme également son rôle de plateforme d'accès aux marchés européens. En 2025, 31 entreprises étrangères y ont choisi leur première implantation en France ou en Europe. Les investisseurs proviennent de 25 pays différents, avec en tête l'Allemagne (28 projets), suivie de l'Italie (20 projets). Les États-Unis restent toutefois les premiers investisseurs dans les projets à forte valeur ajoutée. Le Royaume-Uni et le Danemark complètent ce classement, tandis que le Canada maintient une présence régulière. Autre signe d'ouverture : la région demeure la première destination française des investissements africains, avec 10 projets, dont plusieurs entreprises tunisiennes.

Des territoires qui tirent profit de cette attractivité

Si les grandes métropoles concentrent encore près de 65% des implantations, la dynamique tend progressivement à irriguer l'ensemble du territoire régional. Pour des départements comme le Vaucluse, cette évolution constitue un levier important de diversification économique. L'enjeu est désormais de transformer cette montée en visibilité en implantations durables, créatrices d'emplois et d'innovation, capables de renforcer l'écosystème local. Alors que la compétition internationale croît entre territoires, la capacité à attirer ces investissements demeure un indicateur clé de vitalité économique.

Le Vaucluse en chiffres

Entre 2020 et 2025, le département connaît une progression notable de son attractivité économique. le nombre de projets a été multiplié par 2,7 en cinq ans, avec un pic historique en 2023 via la création de 419 emplois équivalent temps plein ; Egalement l'on observe l'émergence de projets issus de 9 pays différents. Les secteurs représentés sont le commerce et la distribution, les dispositifs médicaux, l'automobile et les équipementiers, l'agroalimentaire, les logiciels et services informatiques, le BTP et les matériaux, les médias et industries graphiques, l'énergie et le recyclage. Plus précisément, les investisseurs proviennent notamment des Pays-Bas, de Belgique, d'Italie, du Canada, de Tunisie, d'Allemagne, du Japon, du Danemark et d'Espagne, confirmant l'ouverture internationale croissante du territoire.

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'innovation digitale, entreprise CGI Copyright Freepik

Zoom sur Avignon et le Grand Avignon

Au sein du département, Avignon et son agglomération apparaissent comme l'un des pôles les plus visibles pour les investisseurs étrangers. La présence d'infrastructures logistiques majeures telles que l'autoroute A7, la gare TGV, la proximité du port de Marseille-Fos, d'un tissu universitaire et d'écosystèmes numériques émergents contribue à renforcer l'attractivité économique du territoire.

Deux implantations emblématiques

Deux implantations emblématiques ont particulièrement marqué les dernières années : CGI, acteur mondial du conseil et des services numériques, qui a installé un site à Avignon, rue Pierre Boulle avec une centaine d'emplois et Newcleo, entreprise innovante spécialisée dans les technologies nucléaires avancées, également implantée dans l'agglomération rue Petite Fusterie en intramuros d'Avignon.

Une nouvelle visibilité économique

Ces projets illustrent une évolution du profil économique local : au-delà des secteurs historiques liés au

Ecrit par le 3 juillet 2026

bâtiment ou à la logistique, le territoire attire désormais des activités technologiques et industrielles à forte valeur ajoutée. Cette diversification constitue un enjeu majeur pour le développement économique du bassin avignonnais, qui cherche à renforcer son positionnement dans les filières numériques, industrielles et environnementales.

Source : [Rising Sud](#) Région Sud [ici](#). Zoom Département de Vaucluse [ici](#).

Mireille Hurlin

[Le canadien CGI implante sa nouvelle agence à Avignon](#)

(Vidéo) Magasins de producteurs : la force du local en action



Ecrit par le 3 juillet 2026

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 17 magasins fédérés par un réseau régional défendent une autre façon de consommer : des produits fermiers vendus directement par ceux qui les cultivent ou les élèvent. Un modèle économique structuré, qui génère près de 20M€ de chiffre d'affaires annuel et dont l'impact sur les territoires dépasse largement l'acte d'achat.

Tensions sur les marchés agricoles mondiaux, volatilité des prix et les crises climatiques interrogent durablement sur notre souveraineté alimentaire. Pourtant, une autre voie s'ouvre entre la grande distribution et la vente à la ferme : celle des magasins de producteurs. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ils sont aujourd'hui 17 à être réunis au sein du Réseau des magasins de producteurs Paca, créé en 2016.

Une gouvernance 100% agricole

Le principe ? Eradiquer les intermédiaires. Les magasins sont gérés collectivement par des agriculteurs, qui en assurent l'approvisionnement et participent à la commercialisation. Fruits et légumes de saison, viandes, fromages, œufs, miels, vins, huiles d'olive, jus, conserves... L'offre reflète la diversité agricole régionale, de la plaine de la Crau aux vergers du Vaucluse, des collines varoises aux alpages des Hautes-Alpes.



Copyright RMP Paca

Traçabilité des produits

Ce modèle repose également sur la transparence de l'origine des produits, l'approvisionnement étant exclusivement issu d'exploitations de la région ou des départements limitrophes (hors opérations

Ecrit par le 3 juillet 2026

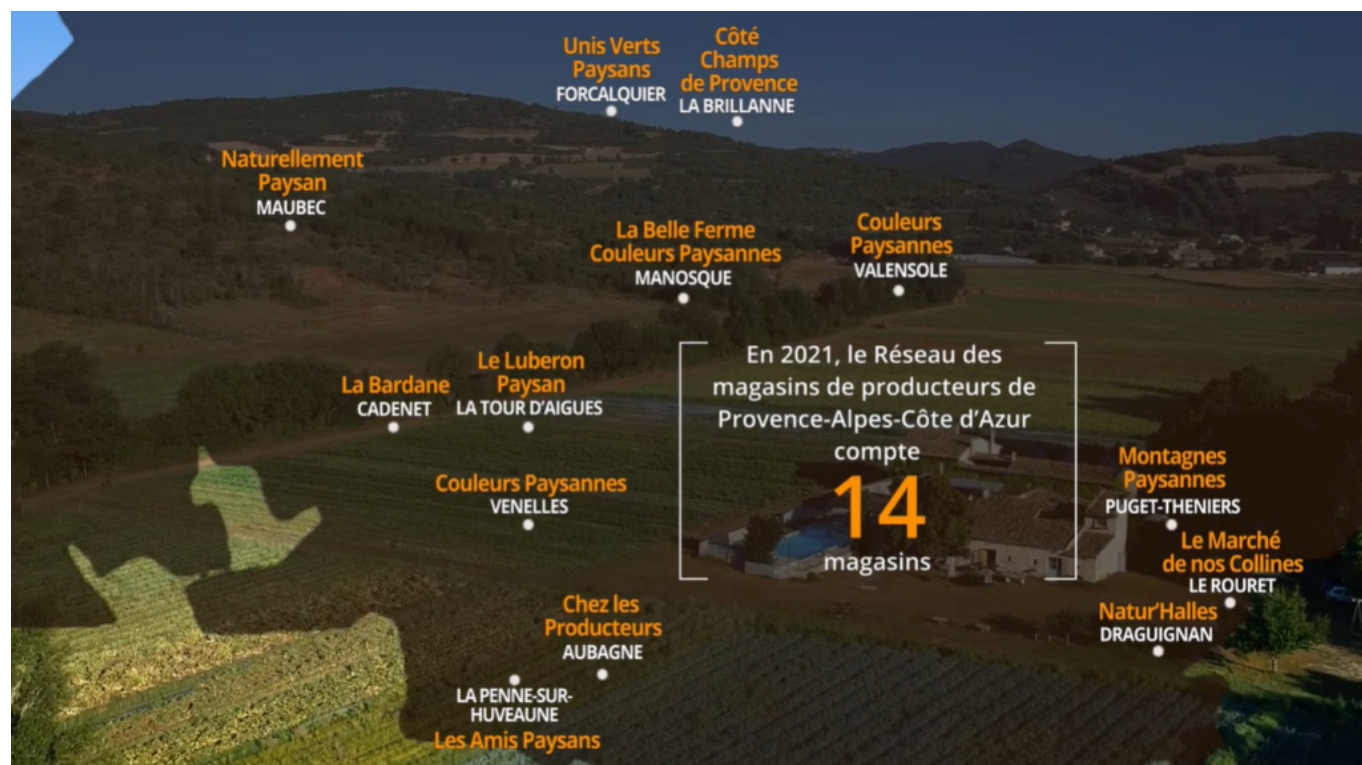
ponctuelles), avec, en creux, une gouvernance collective. Le magasin devient ainsi un outil économique partagé plutôt qu'un simple point de vente.

Une alternative crédible aux circuits traditionnels

Si la vente directe ne représente pas la totalité de la consommation alimentaire des ménages, elle progresse régulièrement. Selon le ministère de l'Agriculture, près d'un agriculteur sur cinq, en France, pratique aujourd'hui la vente en circuit court, signe d'une évolution structurelle du modèle agricole.

Valoriser les produits agricoles

Pour les producteurs, il est question de mieux valoriser leurs produits et de sécuriser leur revenu en maîtrisant la chaîne, de la production à la mise en rayon. Pour les consommateurs, le bénéfice est double : fraîcheur et saisonnalité, mais aussi compréhension du prix payé. Le dialogue avec le producteur redonne du sens à l'acte d'achat, où la traçabilité est devenue une exigence sociétale.



Copyright RMP Paca

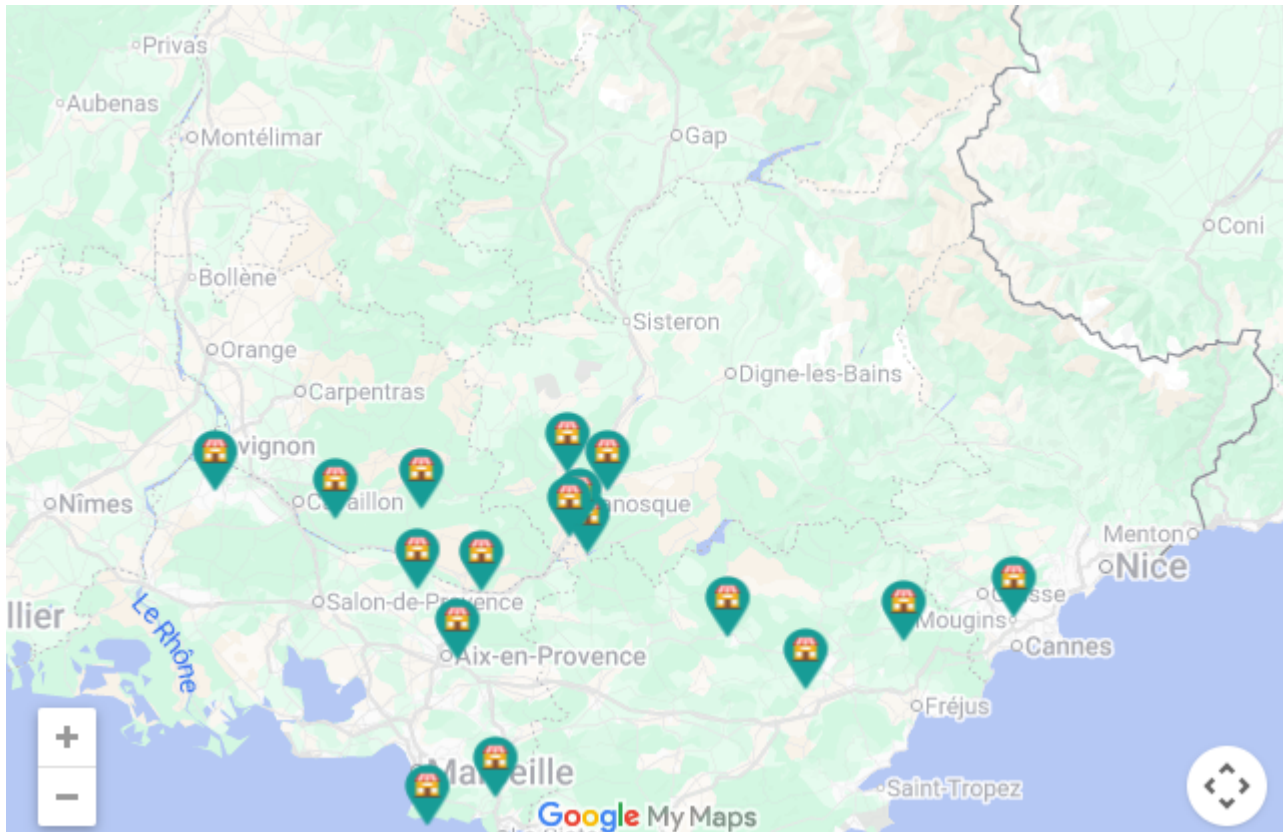
Un effet multiplicateur sur l'économie locale

Egalement, l'impact économique devient mesurable. Une étude conduite par l'[Inrae](#) (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.) et le réseau [Trame](#) démontre que chaque euro dépensé dans un magasin de producteurs génère entre 2 et 2,5€ de retombées économiques dans un rayon de 30 kilomètres. L'argent circule localement : rémunération des exploitants, salaires des employés, achats de fournitures, investissements agricoles.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Plus de 350 exploitations

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le réseau fédère environ 350 exploitations, soit près de 500 agriculteurs. En 2025, le chiffre d'affaires cumulé des magasins atteint environ 20M€. Ces structures, d'une surface moyenne de 165 m² (de 50 à 300 m²), emploient une quarantaine de salariés. Un maillage encore modeste à l'échelle régionale, mais significatif pour des territoires ruraux confrontés à la fragilité économique et à la pression foncière.



Copyright RMP Paca

Un outil de structuration régionale

Le réseau régional ne se limite pas à une bannière commune. Il accompagne les magasins sur les plans juridique, technique et économique, propose des formations en partenariat avec Trame, favorise les échanges d'expériences et assure une promotion collective auprès du grand public. Cette agriculture protéiforme nourrie de viticulture, d'arboriculture, de maraîchage, d'élevage ovin et caprin, contribue à maintenir une diversité productive et à consolider les exploitations face aux aléas des marchés internationaux.

Les produits d'ici

Consommer dans un magasin de producteurs n'est plus seulement privilégier le 'produit d'ici'. C'est participer à une organisation économique qui relocalise la valeur, soutient l'emploi agricole et commercial, et redonne aux producteurs un rôle central dans le paysage alimentaire régional.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Finalement, le modèle apparaît moins comme une alternative marginale que comme un laboratoire grandeur nature d'une économie territoriale réinventée.

Retrouver les magasins de producteurs [ici](#).

Sources & pour en savoir plus : <https://www.magasinsdeproducteurspaca.fr> et (20+) [Facebook](#) et <https://www.calameo.com/books/007536190a26256e41bb1> et <https://www.quechoisir.org/carte-interactive-circuit.../>) et [Mesurer l'impact économique des magasins de producteurs - Réseau des Magasins de Producteurs Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

Mireille Hurlin

TPE-PME : l'économie régionale sous tension



Ecrit par le 3 juillet 2026

L'activité est en recul en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les fragilités sectorielles semblent persistantes tandis que les signaux restent contrastés à Avignon. Le baromètre Image PME (petites et moyennes entreprises) du 4^e trimestre 2025, publié par [Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#), dresse un constat nuancé : l'activité des TPE-PME (Très petites et moyennes entreprises) recule de 2,6% en région sur un an, et de 2,8% en Vaucluse.

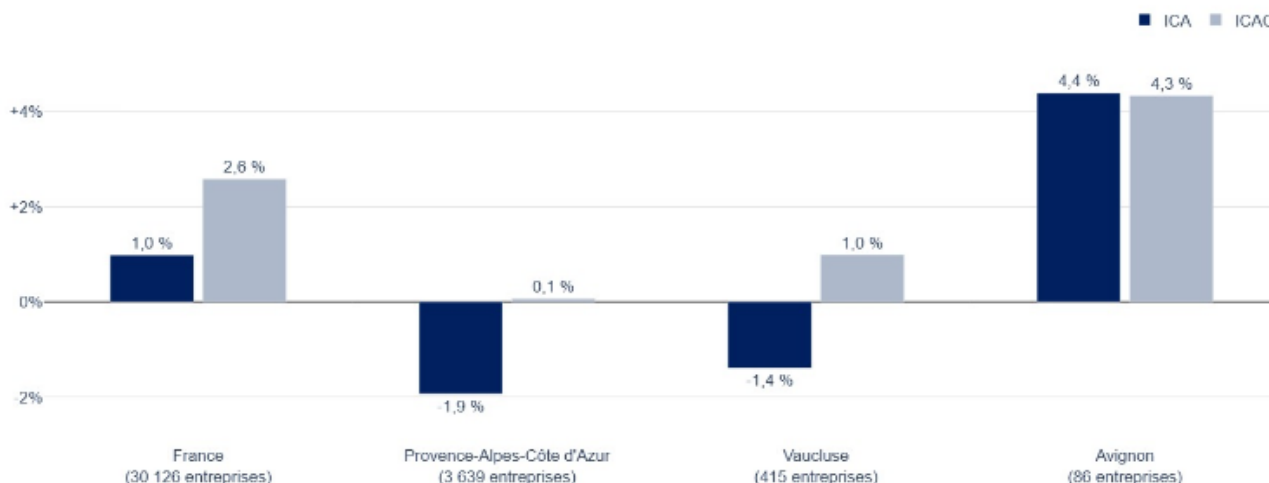
Si certains secteurs tels que la restauration, le bâtiment et les transports routiers continuent de se dégrader, d'autres résistent, à l'image de l'immobilier ou des pharmacies. À Avignon, la situation apparaît plus dynamique que la moyenne régionale. Au 4^e trimestre 2025, les petites et moyennes entreprises françaises de l'échantillon affichent une baisse d'activité de 2,1% en glissement annuel, et de 0,8% en cumul depuis le début de l'année. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la contraction est plus prononcée : -2,6% sur le trimestre et -1,3% en cumul annuel. Il en résulte donc un recul régional plus marqué qu'au niveau national.

Un recul de 2,8% au 4^e trimestre en Vaucluse

Le Vaucluse enregistre un recul de 2,8% au 4^e trimestre et de 1,8% depuis janvier. À Avignon, la baisse est plus contenue (-1,4% sur le trimestre ; -0,2% en cumul), traduisant une relative résilience du tissu économique local. Ces chiffres s'appuient sur l'analyse des télédéclarations de TVA (Edi-tva) réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, via la base Statexpert. L'échantillon est conséquent : environ 530 000 entreprises au niveau national, 65 500 en région, 7 000 en Vaucluse et 900 à Avignon. Les évolutions sont calculées en glissement annuel et corrigées des jours ouvrés, ce qui confère à l'indicateur une solidité statistique appréciée des conjoncturistes.

Autres commerces de détail en magasin spécialisé

Le chiffre d'affaires au 4^e trimestre 2025



Copyright Croec paca /Image PME

Ecrit par le 3 juillet 2026

Des secteurs durablement fragilisés

La restauration et les débits de boisson poursuivent leur dégradation, pénalisés par la hausse des coûts (comme l'énergie, les matières premières, la masse salariale) et par une consommation des ménages plus prudente. Les transports routiers et le bâtiment subissent, eux aussi, un environnement défavorable, marqué par la contraction de la demande et la hausse des charges financières.

La coiffure en difficulté mais pas l'immobilier

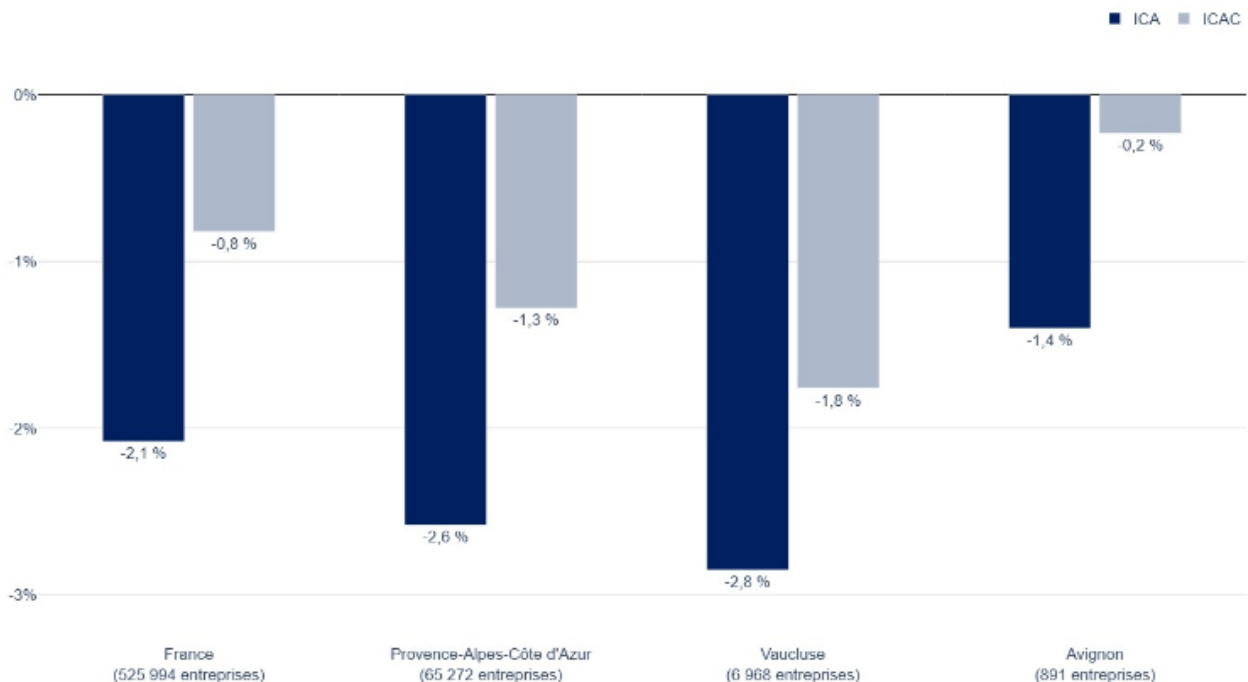
La coiffure figure également parmi les activités en difficulté, révélant la sensibilité de ces métiers de proximité aux arbitrages budgétaires des ménages. À l'inverse, l'immobilier, l'aménagement paysager et les pharmacies montrent une capacité de résistance. Cette hétérogénéité sectorielle confirme des évolutions structurelles de l'économie régionale : montée en puissance des services liés à l'habitat, adaptation des modèles commerciaux, digitalisation accrue des TPE.

Avignon, un signal plus favorable

Un indicateur attire cependant l'attention : au 4e trimestre 2025, les TPE-PME d'Avignon affichent, dans certains segments comme le commerce de détail spécialisé, une progression de 4,4 % sur un an et de 4,3 % en cumul annuel. Une performance qui contraste avec la tendance régionale. Cette dynamique peut s'expliquer par la forte polarité commerciale et touristique de la ville, mais aussi par une base de comparaison favorable 'l'effet de base' rappelé dans la méthodologie, lorsque l'année précédente avait été marquée par un recul.

Tous secteurs

Le chiffre d'affaires au 4e trimestre 2025



Ecrit par le 3 juillet 2026

Copyright Croec paca /Image PME

Un climat encore incertain, mais des perspectives

Pour [Nicolas Férand, président du CROEC Paca](#), l'année 2025 reflète « à la fois les défis auxquels sont confrontées les TPE-PME et leur capacité d'adaptation ». Egalement, l'instabilité politique et le contexte international ont pesé sur l'investissement et la confiance des dirigeants.

La Loi de finances 2026

L'adoption de la loi de finances 2026 ([LOF 2026](#)) et quelques signaux d'amélioration macroéconomique laissent néanmoins entrevoir une possible stabilisation. Le tissu entrepreneurial régional demeure dense et diversifié, mais la prudence reste de mise. Le baromètre [Image PME](#), en analysant les tendances à partir de données fiscales réelles, offre ainsi un outil d'observation précieux pour mesurer l'évolution d'un écosystème économique qui représente l'essentiel de l'emploi privé régional.

Source : Baromètre Image PME - 4e trimestre 2025, Ordre des experts-comptables, base Statexpert, traitement Observatoire de la profession comptable.

Mireille Hurlin

PACA et Corse sont les régions les plus sportives de France

Ecrit par le 3 juillet 2026



En 2025, on dénombre le plus grand nombre de sportifs en PACA et en Corse avec 81% de pratiquants mais aussi ceux qui y consacrent le plus de temps. Le sport y est d'ailleurs considéré comme un enjeu politique local important.

Selon le dernier Baromètre Sport-Santé 2025 de la [Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire](#) (FFEPGV), les habitants des régions PACA et Corse se démarquent par leur pratique sportive élevée : plus de 4 personnes sur 5 pratiquent une activité sportive (81%, vs 72% en moyenne). Ce sont tout simplement les régions où on fait le plus de sport en France !

De plus, la pratique sportive n'a jamais été aussi élevée dans ces régions. Ainsi, le nombre de sportifs a connu une augmentation importante depuis l'année dernière (+7 points), pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2017.

Au-delà du nombre de sportifs, c'est également l'intensité de la pratique sportive qu'il faut remarquer. En régions PACA et Corse, les sportifs déclarent en moyenne 4h54 d'activité par semaine (contre 4h12 à l'échelle de la France). Ce sont là encore, les plus sportifs à l'échelle du territoire.

La pratique outdoor y est dominante. Plus encore qu'au niveau national, la pratique sportive individuelle

Ecrit par le 3 juillet 2026

et en extérieur est plébiscitée : 75% font du sport seul (vs 61%), 73% pratiquent en extérieur (vs 61%).

Dans ces 2 régions, les conditions météorologiques influencent fortement la motivation et la pratique des sportifs. 3 sportifs sur 4 prolongent leurs séances ou ajoutent des sorties en extérieur par beau temps (75% vs 71% au national), tandis que 65% voient leur motivation diminuer en cas de conditions météorologiques défavorables. Ils sont aussi nombreux à faire preuve d'ingéniosité pour maintenir le même niveau d'activité en cas de mauvaise météo : le plus fréquemment, ils décalent les horaires de leurs séances (66%), ou ajustent le lieu ou le type de pratique (66%).

En région PACA et Corse, le lien entre sport, santé (physique ou mentale) et lien social, est très largement perçu

Les sportifs des régions PACA et Corse pratiquent avant tout pour préserver leur santé et leur bien-être, des motivations identiques à celles observées chez l'ensemble des Français. Garder la forme est leur première motivation, citée par 56% d'entre eux (vs 55% en France), suivi par le fait de se sentir bien (51%, vs 53%). Ce podium est complété par la volonté de se maintenir en bonne santé, de ne pas tomber malade (49%, vs 44%).

De plus, la pratique sportive est aussi largement reconnue pour ses bienfaits sur la santé mentale. C'est même dans cette région que les sportifs en sont les plus convaincus. Pour 95% des habitants des régions PACA et Corse, la pratique d'une activité physique a un impact positif sur le bien-être mental. Ils sont même plus d'1 sur 2 à considérer que l'impact positif est « très important » (56%, vs 46%), soit le score le plus haut parmi les 13 régions françaises.

Aussi, lorsqu'ils doivent réduire leur niveau de pratique sportive, les effets nocifs s'accumulent : 85% des sportifs de PACA et Corse rapportent au moins un impact négatif lorsqu'ils ne peuvent pas faire autant de sport qu'ils le souhaitent (vs 86% au niveau national). Les conséquences sont multiples, sur leur bien-être physique (78%, vs 73% pour la France), sur leur état de forme général (67%, vs 66% pour la France), ainsi que sur leur bien-être mental (61%, vs 63% pour la France).

Les bénéfices du sport sont aussi sociaux : la pratique sportive permet de créer et de renforcer des liens avec d'autres personnes. C'est un facteur de motivation central pour les sportifs des régions PACA et Corse. Ainsi, 76% considèrent que pratiquer une activité sportive permet de partager une passion (vs 72% au niveau national), 71% de pouvoir bénéficier d'entraide (vs 67%) et 68% de créer des liens d'amitié durables (vs 67%).

La place centrale du médecin pour inciter à faire davantage de sport

Pour encourager les habitants de PACA-Corse à être (plus) actifs, le médecin se démarque comme l'interlocuteur le plus écouté et dont les recommandations sont les plus efficaces, une tendance qui est homogène sur le territoire. Ainsi, 84% des personnes vivant en PACA et Corse pratiqueraient plus d'activité physique si leur médecin leur recommandait pour leur santé physique (vs 79% au niveau national), 82% pour leur santé mentale (vs 74%). Un autre levier important qui différencie ces deux

Ecrit par le 3 juillet 2026

régions du reste de la France est celui du témoignage d'un proche partageant se sentir mieux mentalement grâce à sa pratique sportive (73%, vs 63%).

La population PACA-Corse apparaît donc particulièrement réceptive aux recommandations, qu'elles viennent du corps médical ou de l'entourage. Un terrain fertile pour les politiques de prévention.

Des habitants qui se montrent plus satisfaits que la moyenne des Français quant à l'offre d'activités sportives près de chez eux

Trois quarts des habitants de ces deux régions se déclarent satisfaits de l'offre d'activités sportives présente dans leur commune (75%), 72% concernant les équipements sportifs, un niveau de satisfaction parmi les plus élevés. On notera que près de 4 habitants sur 5 considèrent que les infrastructures sportives sont proches de leur domicile (79%), un résultat en hausse de 13 points depuis 2018 et là encore parmi les plus élevés sur le territoire. La satisfaction à l'égard de cette offre explique probablement en partie le fort niveau de pratique mesuré sur ces deux territoires.

Cette satisfaction ne doit cependant pas occulter la persistance de nombreux freins à la pratique sportive dans leur commune : 2/3 des habitants de PACA et Corse en citent au moins un (68%, équivalent à la moyenne nationale). Le coût de la pratique sportive se démarque nettement comme le premier frein rencontré (31%). Viennent ensuite les obstacles liés à l'offre sportive : l'incompatibilité des horaires (18%), le manque d'infrastructures (17%), l'inadaptation de l'offre sportive locale (15%) ou encore l'éloignement des infrastructures (14%).

Interrogés sur les élections municipales de mars 2026, 65% des habitants de PACA et Corse déclarent que le sport est un enjeu qui influencera leur choix de vote (vs 64% en moyenne). Plus d'un quart considèrent même que le sport aura un impact « très important » dans leur vote (26%), le résultat le plus haut observé parmi l'ensemble des régions. Ainsi, le sport s'affirme comme un enjeu transversal, illustrant les enjeux de santé publique, de cohésion sociale et de bien-être.

Enedis prévoit 245 embauches en 2026 en PACA

Ecrit par le 3 juillet 2026



Après avoir recruté 203 personnes en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2025, le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité [Enedis](#) poursuit dans cette dynamique et prévoit 245 embauches en 2026, dont 139 en CDI et 106 en alternance.

Le développement du réseau et sa modernisation, le raccordement des énergies renouvelables et l'essor des nouveaux usages électriques permettent à Enedis de maintenir un haut niveau de recrutements en 2026 avec près de 250 embauches prévues rien qu'en région PACA. De plus, l'entreprise annonce viser 30% de femmes dans ses recrutements d'ici 2030.

De nombreux postes sont donc à pourvoir dès à présent sur les 55 sites de la région, notamment en Vaucluse. 139 de ces emplois seront en CDI. Enedis, qui compte déjà 2 900 salariés sur le territoire régional, recherche des techniciens supérieurs, des électrotechniciens, des ingénieurs et experts des technologies de l'information, ou encore du personnel dans les métiers de la relation client et des fonctions support.

Les jeunes aussi sont concernés par cette vague de recrutement puisque 106 postes seront dédiés à l'alternance, dont 85% dans les métiers techniques opérationnels et dans les technologies de l'information. Enedis vise près de 40% d'embauches en provenance de l'alternance et des stages et a d'ailleurs été classé 2e au palmarès HappyIndex® Trainees France, un classement basé sur l'expérience des stagiaires et alternants au sein des entreprises où ils évoluent.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Pour accéder aux offres d'emploi d'Enedis, [cliquez ici](#).

Un nouveau président pour le comité régional des Geiq



[Sauveur Cavataio](#) a été élu président du Comité régional des Groupements d'Entreprises pour l'Insertion et la Qualification (Geiq). Il succède à [Christophe Drone](#), élu président de la Fédération française des Geiq.

Christophe Drone, président depuis la création du Comité régional des Geiq en 2018, a contribué au développement de ces derniers, passés de 12 au nombre de 18 en Région Sud. Aujourd'hui, le collectif régional fédère 502 entreprises adhérentes et a accompagné près de 1 000 salariés en insertion en 2024. Désormais, Christophe Drone prend la présidence de la Fédération française des Geiq et il laisse sa place au comité régional à Sauveur Cavataio.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Engagé depuis plus d'un an au sein du Comité régional en tant que représentant du Geiq BTP Méditerranée, qu'il a présidé pendant 6 ans, Sauveur Cavataio est reconnu pour son dynamisme et sa force créative.

Avec 25 ans de direction d'entreprises, et 35 ans d'expertise juridique en droit de la construction et de l'urbanisme, il va désormais pouvoir mettre son expérience au service des entreprises, des collectivités et des structures publiques. Au sein du Comité régional des Geiq, ses objectifs seront d'accompagner les Geiq, renforcer les coopérations et amplifier l'action collective.

31 décembre 2025, Comment a-t-on réveillé ?



Ecrit par le 3 juillet 2026

Une nouvelle étude basée sur plus de 55 000 additions payées dans les restaurants partenaires de Sunday -solutions de paiements- révèle les grandes tendances du dîner du réveillon du 31 décembre dernier. Voici de quoi observer la géographie des palais assorties des dépenses moyennes.

Les Français ont dépensé 68€ en moyenne par convive, légèrement plus qu'en 2024 où la moyenne s'élevait à 65€. Cette progression, observable malgré un contexte économique marqué par une inflation persistante qui pèse sur le pouvoir d'achat, traduit une volonté de maintenir la tradition festive culinaire même lorsque les budgets sont serrés.

Le coût de la satisfaction

L'Île-de-France se détache comme la région la plus dépensière (79€), tandis que Nouvelle-Aquitaine (70€) et Auvergne-Rhône-Alpes (65€) complètent le haut du classement. La note la plus élevée de la soirée a été enregistrée en Île-de-France avec une addition à 6 417€, signe que certains repas festifs ont conservé un standing gastronomique exceptionnel (même si ce montant reste en retrait par rapport à l'an dernier).

Pourboires, convivialité et diversité des pratiques

Plus d'une table sur trois a laissé un pourboire, une proportion en nette progression comparée à 2024. Les Bretons figurent parmi les plus généreux, avec 42% de transactions accompagnées de pourboire, tandis que les Pays de la Loire enregistrent le plus gros pourboire par convive (65€).

Le dîner de réveillon

Le dîner du réveillon est aussi un moment de convivialité renforcée : en moyenne 3,3 convives se retrouvent à table, mais c'est en Provence-Alpes-Côte d'Azur que la fête culmine avec des tablées atteignant 34 personnes.

Durée du repas

L'attitude des convives à table diverge également selon les territoires. En Occitanie, les repas ont duré en moyenne 2h33, parmi les plus longs du pays, confirmant une culture du dîner pris avec lenteur et plaisir. À l'inverse, les convives du Centre-Val de Loire ont clôturé leur repas en 1h45, positionnant cette région comme la plus rapide.

Analyse des tendances gastronomiques

Les repas festifs restent au cœur des traditions françaises, malgré les pressions sur le budget. Les habitudes culinaires faisant la part belle au foie gras, aux huîtres, au champagne et aux desserts classiques restent, sans surprise, des incontournables du réveillon.

Source : Etude Sunday, solution de paiement au restaurant, en France, au Royaume Uni et aux Etats-Unis. Méthodologie : étude sunday réalisée sur plus de 55 000 additions payées entre le 31/12/2025 18h et le 01/01/2026 2h dans les restaurants partenaires.

Mireille Hurlin

MaPrimeRénov', la prime énergétique en panne d'élan



Conçue comme un pilier de la transition énergétique, MaPrimeRénov' a permis de financer des rénovations énergétiques pour des millions de logements depuis 2020. Mais entre complexité administrative, explosion des demandes, suspicion de fraudes et contraintes budgétaires, le dispositif, pourtant vital pour atteindre les objectifs climatiques, a été suspendu cet été par le gouvernement, suscitant interrogations et frustrations chez les ménages comme les

Ecrit par le 3 juillet 2026

professionnels du bâtiment. Sur le plan macroéconomique, pourtant, MaPrimeRénov' continue néanmoins de soutenir l'investissement. Au premier semestre 2025, 156 762 logements ont été rénovés, pour 1,86 milliard d'euros d'aides accordées, générant environ 4,4 milliards d'euros de travaux.

Lancé en 2020 pour remplacer et simplifier les multiples aides existantes en France, MaPrimeRénov' avait pour ambition d'inciter propriétaires et bailleurs à engager des travaux de rénovation énergétique, qu'il s'agisse d'isolation, de changement de chauffage ou de rénovations globales. Très vite, elle a rencontré un vif succès -trop vif- si bien que le nombre de rénovations globales a triplé au premier trimestre 2025 par rapport à l'année précédente.

Un pari ambitieux mais semé d'obstacles

Pourtant, dès ses débuts, la mise en place a été rude. Les premiers utilisateurs ont essuyé des retards de traitement, des bugs informatiques et un parcours complexe, avec des pièces justificatives nombreuses et des délais d'attente plus longs que promis, parfois au détriment du confort financier des ménages engagés dans des travaux conséquents.

Des règles mouvantes et un accompagnement critiqué

Paradoxalement, alors que l'objectif affiché du gouvernement était d'encourager les rénovations profondes, les changements fréquents de règles et la mise en place d'un accompagnement obligatoire : Mon Accompagnateur Rénov'-ont été sources de confusion. Ce rôle d'intermédiaire, voulu pour sécuriser les dossiers, a aussi été mis en cause pour des devis anormalement élevés et des conflits d'intérêts, complexifiant encore davantage un dispositif déjà ardu à appréhender.

Des démarches administratives trop lourdes

Du côté des professionnels, les retours sont amers : nombreux sont ceux qui pointent des démarches administratives ralentissant le lancement des travaux, une incertitude politique qui pèse sur leur activité, l'ensemble impactant durablement la prévision de leurs carnets de commande.

Ecrit par le 3 juillet 2026

**Copyright MMH**

Budgets sous tension et suspension en 2025

Sur fond de contraintes budgétaires nationales et de besoin de maîtrise des dépenses publiques, l'État a décidé, en juillet 2025, de mettre le dispositif en pause pour les rénovations d'ampleur, tout en maintenant l'aide pour les travaux isolés "mono gestes". Cette décision découle notamment d'un budget réduit à 3,6 milliards d'euros, amputé de près de 460M€, et de la nécessité de gérer l'afflux massif de dossiers qui ont saturé les services instructeurs.

La lutte contre la fraude

La lutte contre la fraude, qui a représenté 229M€ évités en 2024 grâce à des contrôles renforcés, a également servi d'argument pour justifier cette pause, même si l'on peut, légitimement, se poser la question d'une contrainte imposée par les arbitrages budgétaires. En 2024, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a identifié près de 44 000 dossiers frauduleux, soit environ un dossier sur dix, permettant d'éviter le versement de près de 230M€ d'aides publiques. Les fraudes les plus courantes concernaient des travaux inexistant, des devis artificiellement gonflés, de faux audits énergétiques, mais aussi des usurpations d'identité et des réseaux d'entreprises éphémères créées pour capter les subventions.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Quid de l'impact local : Paca et Vaucluse ?

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le dispositif connaît une dynamique particulière. Les aides à la rénovation énergétique, dont MaPrimeRénov', ont généré plus de 211M€ de travaux en 2024, avec une part importante de ménages modestes et très modestes parmi les bénéficiaires, représentant près de 71% des subventions régionales 7,5 % des bénéficiaires vauclusiens.

Un outil national difficile à maîtriser localement

Lancé en 2020 pour accompagner la rénovation énergétique des bâtiments privés, MaPrimeRénov' a permis à des millions de ménages de réduire leurs consommations d'énergie tout en améliorant leur confort. Au niveau national, plus de 2,3 millions de logements ont été rénovés grâce à ce dispositif depuis sa création, générant des dizaines de milliards d'euros de travaux dans le secteur du bâtiment.

Un public ciblé, atteint, avec un retour enthousiaste

Dans la région Paca, ce mouvement a trouvé un écho notable : au 1er septembre 2023, 14 021 dossiers MaPrimeRénov' avaient été engagés pour financer des travaux énergétiques, avec 68 % des demandes déposées par des propriétaires modestes ou très modestes, la preuve que l'aide avait bien atteint sa cible sociale. Plus de 75 000 dossiers MaPrimeRénov' avaient été engagés dans toute la région depuis 2020, avec une dynamique qui s'était amplifiée jusqu'en 2022-2023 avant de marquer un léger repli.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Copyright MMH

Entre frustrations et défis climatiques

Alors que l'objectif de rénovation des logements reste central pour atteindre les engagements climatiques, notamment pour réduire les émissions des bâtiments, l'arrêt du principal outil financier de cette politique soulève des questions, comme celle de réduire la précarité énergétique en améliorant le confort des foyers et en réduisant leurs factures.

Pour l'heure

MaPrimeRénov' sera de nouveau suspendue à compter du 1er janvier 2026. Faute de loi de finances votée, le gouvernement a confirmé la fermeture du guichet, rendant impossible le dépôt de nouveaux dossiers. Une décision qui change brutalement la donne pour de nombreux propriétaires engagés, ou sur le point de l'être, dans des travaux de rénovation énergétique.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Pour mémoire

MaPrimeRénov a été officiellement lancée en janvier 2020 pour une ouverture progressive à tous les propriétaires en en janvier 2021, puis aux bailleurs en juillet 2021. MaPrimeRénov a ensuite été réorganisée avec de nouveaux volets en janvier 2024, suspendue en juillet 2025, reprise partiellement fin septembre 2025 et sera arrêtée au 1er janvier 2026.

Les prochains mois seront déterminants

Les prochains mois seront déterminants pour réinventer le dispositif ou proposer un nouveau cadre de soutien plus efficace, plus lisible et surtout plus durable pour les ménages et les professionnels engagés dans la grande rénovation énergétique du parc résidentiel français.

Les sources : Banque des territoires ; Anah.gouv.fr ; Ministère chargé du logement ; Préfecture de Paca ; pacadeveloppementdurable.gouv.fr ; Vaucluse.fr ; Cerc-paca.fr ; Cmar- Paca.fr...

Mireille Hurlin